



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen Dieppe

Arrêté du 24 JUN. 2025 autorisant M. Éric LASNON à exploiter et à réaménager une carrière de marne, sise 610, route de Grosfy à HUGLEVILLE-EN-CAUX (76570)

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement, notamment le livre V ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2024 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 9 décembre 2024 au 11 janvier 2025 inclus ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 25 mars 2025 prorogeant les délais d'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale déposée par M. Éric LASNON jusqu'au 17 juillet 2025 ;
- Vu le schéma départemental des carrières approuvé le 27 août 2014 ;
- Vu la demande d'autorisation environnementale déposée le 30 août 2023 par laquelle M. Éric LASNON, dont le siège social est situé 636 Le Bourg à HUGLEVILLE-EN-CAUX (76570), sollicite l'autorisation d'exploiter la carrière de marne et son réaménagement, et les compléments remis en date du 18 mars 2024 ;

- Vu les avis émis sur le dossier ;
- Vu l'avis de l'autorité environnementale n°2024-5516 du 2 octobre 2024 ;
- Vu les délibérations des conseils municipaux des communes d'ÉMANVILLE (13 décembre 2024) HUGLEVILLE-EN-CAUX (22 janvier 2025), SAINTE-AUSTREBERTHE (21 janvier 2025) et SIERVILLE (13 décembre 2024) ;
- Vu le rapport et les conclusions motivées de la commissaire enquêtrice du 10 février 2025 ;
- Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 19 juin 2025 ;
- Vu l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, siégeant en formation de protection de la nature en date du 10 juillet 2025 ;
- Vu le courrier recommandé avec accusé réception en date du 11 juillet adressé par M. Eric LASNON indiquant ne pas vouloir bénéficier de la période du contradictoire et ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT :

que M. Éric LASNON, dont le siège social est situé 636 Le Bourg à HUGLEVILLE-EN-CAUX (76570), a sollicité l'autorisation d'exploiter et de réaménager une carrière de marne située 610 route de Grosfy sur la commune de HUGLEVILLE-EN-CAUX (76570) ;

que le dossier présenté est conforme aux orientations du schéma départemental des carrières approuvé le 27 août 2014 ;

que le porteur a justifié de la maîtrise foncière sur 3 parcelles cadastrales C50, C135 et C341 ;

que la hauteur des fronts de taille est limitée à 15 m, avec un angle maximal de 60° par rapport au sol pour éviter le risque d'éboulement ;

que l'exploitation est prévue sur une durée de 5 ans (y compris le réaménagement et la remise en état qui se feront à l'issue de l'exploitation) ;

que l'extraction de 24 000 t/an de marne, telle que demandée initialement dans le dossier du pétitionnaire, ne paraît pas atteignable dans les conditions d'exploitation envisagées (un seul opérateur avec une pelle mécanique, sur une période de 3 mois et demi par an) ;

que ce niveau de 24 000 t/an a fait l'objet de plusieurs observations lors de l'enquête publique ;

que le pétitionnaire a proposé dans son mémoire en réponse de le réduire à 12 000 t/an ;

que la commissaire enquêtrice a émis un avis favorable sous réserve de réduire l'exploitation à 1 000 t/an, correspondant aux besoins propres de M. Éric LASNON, qui est par ailleurs exploitant agricole, et de sa famille ;

que, par comparaison avec des installations similaires dans les environs, un niveau de 6 000 t/an correspond à un maximum réalisable techniquement dans les conditions d'exploitation prévues ;

qu'il y a lieu de réduire la surface d'exploitation en conséquence de la réduction du tonnage annuel ;

que l'exploitant a présenté un nouveau schéma du périmètre d'exploitation limité à environ 1 000 m² ;

que le réaménagement s'effectue avec les matériaux de découverte du site sans apport de matériaux extérieurs ;

que des mesures écologiques en faveur de la biodiversité sont prévues telles que la limitation des périodes de défrichement et d'extraction en dehors de la période de nidification des oiseaux, ou encore le défrichement progressif en fonction de l'avancement des opérations d'extraction ;

que des mesures sont envisagées pour la prévention des risques accidentels, notamment vis-à-vis du risque d'épandage d'hydrocarbures ;

que les conditions d'exploitation et de remise en état, telles qu'elles sont définies par les prescriptions ci-jointes permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

M. Éric LASNON, dont le siège social de la société est situé 636 Le Bourg – 76570 HUGLEVILLE-EN-CAUX, est autorisé à exploiter une carrière marne et à assurer son réaménagement sur le site sis, 610 route de Grosfy sur le territoire de la commune de HUGLEVILLE-EN-CAUX.

Article 2

La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

Article 3

Une copie du présent arrêté devra être conservée par l'exploitant, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible sur le site de l'exploitation.

Article 4

La carrière demeurera d'ailleurs soumise à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 5

En cas d'infractions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'est pas exploitée pendant deux années consécutives.

Article 6

Au cas où M. Éric LASNON serait amené à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra présenter aux services préfectoraux une demande d'autorisation sous les formes prévues à l'article R. 516-1 du code de l'environnement susvisé.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration conformément aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 du code de l'environnement susvisé dans le délai de 6 mois au moins avant la date de cessation, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 7 – Délais et voies de recours

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 8 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de HUGLEVILLE-EN-CAUX et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de HUGLEVILLE-EN-CAUX pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de HUGLEVILLE-EN-CAUX fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. Une copie dudit arrêté est également adressée à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consulté en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement, et indiqués ci-après : BUTOT, ÉMANVILLE, FRESQUIENNE, GOUPILLIÈRES, LIMÉSY, PAVILLY, SAINTE-AUSTREBERTHE et SIERVILLE dans le département de Seine-Maritime,
4. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

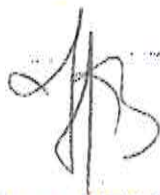
Article 9 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune de HUGLEVILLE-EN-CAUX, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ROUEN, le 24 JUL. 2025

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Hélène HESS

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du **24 JUL. 2025** autorisant M. Éric LASNON à exploiter une carrière de marne, et à procéder à son réaménagement, sur le territoire de la commune de HUGLEVILLE-EN-CAUX

Table des matières

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	8
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	8
1.1.1) <i>Exploitant titulaire de l'autorisation.....</i>	8
1.1.2) <i>Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....</i>	8
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	8
1.2.1) <i>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....</i>	8
1.2.2) <i>Situation de l'établissement.....</i>	8
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	9
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	9
CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES.....	9
1.5.1) <i>Objet des garanties financières.....</i>	9
1.5.2) <i>Montant des garanties financières.....</i>	9
1.5.3) <i>Établissement des garanties financières.....</i>	9
1.5.4) <i>Renouvellement des garanties financières.....</i>	10
1.5.5) <i>Actualisation des garanties financières.....</i>	10
1.5.6) <i>Révision du montant des garanties financières.....</i>	10
1.5.7) <i>Absence de garanties financières.....</i>	10
1.5.8) <i>Appel des garanties financières.....</i>	10
1.5.9) <i>Levée de l'obligation de garanties financières.....</i>	10
CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	11
1.6.1) <i>Porter à connaissance.....</i>	11
1.6.2) <i>Mise à jour des études d'impact et de danger.....</i>	11
1.6.3) <i>Équipements abandonnés.....</i>	11
1.6.4) <i>Transfert sur un autre emplacement.....</i>	11
1.6.5) <i>Changement d'exploitant.....</i>	11
1.6.6) <i>Cessation d'activité.....</i>	11
CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	11
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	12
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DE L'INSTALLATION.....	12
2.1.1) <i>Objectifs généraux.....</i>	12
2.1.2) <i>Consignes d'exploitation.....</i>	12
CHAPITRE 2.2 DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	12
CHAPITRE 2.3 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	12
CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	12
CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU.....	13
CHAPITRE 2.6 EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, LUTTE CONTRE LES GAZ À EFFET DE SERRE ET POLLUTIONS LUMINEUSES.....	13
CHAPITRE 2.7 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	13
CHAPITRE 2.8 ENQUÊTE ANNUELLE.....	13
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	14
CHAPITRE 3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	14
CHAPITRE 3.2 ODEURS.....	14
CHAPITRE 3.3 VOIES DE CIRCULATION.....	14
CHAPITRE 3.4 PROPRETÉ DES ABORDS DU SITE.....	14
CHAPITRE 3.5 ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES.....	14
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	15
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	15
CHAPITRE 4.2 PROTECTION DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES.....	15
CHAPITRE 4.3 EAUX DE RUISSELLEMENT.....	15
TITRE 5 - DÉCHETS.....	16
CHAPITRE 5.1 LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS.....	16
CHAPITRE 5.2 GESTION DES DÉCHETS.....	16
CHAPITRE 5.3 TRANSPORT.....	16
TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	17
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	17

6.1.1) Aménagements.....	17
6.1.2) Véhicules et engins.....	17
6.1.3) Appareils de communication.....	17
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	17
6.2.1) Valeurs Limites d'émergence.....	17
6.2.2) Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation.....	18
6.2.3) Contrôles des niveaux sonores.....	18
CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS.....	18
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	19
CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS.....	19
CHAPITRE 7.2 DIRECTEUR TECHNIQUE – CONSIGNES – PRÉVENTION – FORMATION.....	19
CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	19
CHAPITRE 7.4 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	19
7.4.1) Consignes en cas de pollution.....	19
7.4.2) Stationnement et ravitaillement des engins.....	20
CHAPITRE 7.5 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	20
7.5.1) Définition générale des moyens.....	20
7.5.2) Entretien des moyens d'intervention.....	20
7.5.3) Consignes de sécurité.....	20
TITRE 8 - EXPLOITATION ET REMISE EN ÉTAT DE LA CARRIÈRE.....	21
CHAPITRE 8.1 AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES À L'EXPLOITATION.....	21
8.1.1) Information du public.....	21
8.1.2) Bornage.....	21
8.1.3) Aménagements préalables.....	21
8.1.4) Défrichement.....	21
8.1.5) Mesures écologiques en faveur de la biodiversité.....	21
8.1.6) Mesure de surveillance et d'éradication de toute espèce exotique envahissante.....	22
CHAPITRE 8.2 SÉCURITÉ.....	22
8.2.1) Accès A la carrière et circulation.....	22
8.2.2) Interdiction d'accès.....	22
CHAPITRE 8.3 EXPLOITATION.....	22
8.3.1) Fonctionnement de la carrière.....	23
Article 8.3.1.1. Horaires de fonctionnement.....	23
Article 8.3.1.2. Distances limites.....	23
8.3.2) Phase de Découverte.....	23
8.3.3) Phase d'extraction.....	23
Article 8.3.3.1. Méthode d'extraction.....	23
Article 8.3.3.2. Phasage d'exploitation.....	23
8.3.4) Traitement et évacuation des matériaux.....	23
CHAPITRE 8.4 REMISE EN ÉTAT DE LA CARRIÈRE.....	24
8.4.1) Plans.....	24
8.4.2) Présentation de la remise en état.....	24
CHAPITRE 8.5 PLANS.....	24
TITRE 9 - ANNEXES.....	25

TITRE 1- PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1)EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

M. Éric LASNON, dont le siège social de la société est situé 636 Le Bourg à HUGLEVILLE-EN-CAUX, est autorisé, sous réserve du respect des présentes prescriptions à exploiter **pour une durée de 5 ans (y compris la phase de réaménagement et de remise en état)**, la carrière sise 610 route de Grosfy sur le territoire de la commune de HUGLEVILLE-EN-CAUX et à remettre en état l'ensemble du site dans les conditions fixées par les présentes prescriptions.

1.1.2)INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES À ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1)LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'activité du site concerne l'exploitation de la carrière et l'évacuation des matériaux par camions. **Aucun traitement des matériaux n'est effectué sur le site.**

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrière	Carrière de marne	Superficie totale à exploiter	1 000 m ²
					Production moyenne maximale annuelle	6 000 tonnes
					Production totale pendant 5 ans	30 000 tonnes

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

1.2.2)SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

La carrière est située sur le territoire de la commune de HUGLEVILLE-EN-CAUX, 610 route de Grosfy sur les parcelles cadastrales ci-après indiquées :

Commune	Section et N°	Superficie cadastrale (m ²)	Superficie autorisée pour l'extraction
HUGLEVILLE-EN-CAUX	C50	13 490	100
	C135	7 799	900
	C341	36 653	0
TOTAL (en m ²)	/	57 942 m ²	1 000 m ²

L'installation citée à l'article 1.2.1 ci-dessus est reportée avec ses références sur le plan de situation annexé au présent arrêté (voir annexe 1).

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Le site d'exploitation, objet du présent arrêté, est disposé, aménagé et exploité conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 30 août 2023, et complété le 18 mars 2024.

En tout état de cause, l'exploitant respecte par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de **5 ans (y compris la phase de réaménagement et de remise en état finale)**.

Cette durée inclut les phases d'extraction des matériaux, les phases de remise en état et la phase finale de réaménagement et le nettoyage du site. La remise en état des lieux prévoit un retour à un usage forestier (terre végétale issue du décapage et terre végétale, puis plantation d'espèces déjà présentes sur site) après remblaiement pour retrouver les altitudes initiales du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà de cette durée que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

1.5.1)OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2.

1.5.2)MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'évaluation du montant des garanties financières est détaillée dans le dossier de demande d'autorisation environnementale du 30 août 2023.

Le montant de référence des garanties financière fixés pour l'exploitation de la carrière est de **12 398 €**, montant évalué à l'aide de l'indice TP01 de mai 2023 égal à 836.

1.5.3)ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Au plus tard un mois après notification des présentes prescriptions, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

1.5.4)RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins six mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

1.5.5)ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

La formule d'actualisation du montant des garanties financières est la suivante :

$$C_n = C_r * (I_n / I_r) * (1 + TVA_n) / (1 + TVA_r)$$

C_n étant le montant des garanties financières à provisionner à l'année n, I_n et TVA_n étant respectivement l'indice TP01 et la TVA au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Le taux de TVA de référence TVA_r est celui applicable à la date de notification du présent arrêté.

1.5.6)RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 1.6.1 du présent arrêté.

1.5.7)ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 514-1 de ce code. Conformément à l'article L. 514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

1.5.8)APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

1.5.9)LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation de l'installation nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.6.1) PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.6.2) MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGER

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

1.6.3) ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Aucun équipement abandonné ne doit être maintenu dans l'installation. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.6.4) TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement de l'installation visée sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

1.6.5) CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

1.6.6) CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt **six mois au moins** avant celui-ci conformément aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code forestier, le code du patrimoine, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DE L'INSTALLATION

2.1.1)OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de l'installation pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

2.1.2)CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'installation comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

CHAPITRE 2.3 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

L'établissement dispose si nécessaire de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'ensemble du site et ses abords sont maintenus en bon état de propreté.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage. Ils sont stockés de manière à ne présenter aucun risque d'effondrement d'une verse..

CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.6 EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, LUTTE CONTRE LES GAZ À EFFET DE SERRE ET POLLUTIONS LUMINEUSES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à assurer la meilleure efficacité énergétique, et notamment par la mise en œuvre de technologies contribuant aux économies d'énergie et à la réduction des émissions des gaz à effet de serre. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien de ses installations afin de supprimer, sinon réduire, l'impact de l'éclairage sur la consommation d'énergie, sur la préservation de la santé humaine et sur celle des écosystèmes. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique de ses installations.

CHAPITRE 2.7 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.8 ENQUÊTE ANNUELLE

L'exploitant remplit chaque année, dans les délais impartis, un formulaire sur le site GERP (<https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/accueil>) afin de dresser un bilan d'activité de l'année n. Il transmet également à l'inspection des installations classées les documents et plans demandés.

Le défaut de réponse est interprété comme un défaut d'exploitation durant l'année n.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, et la propagation de poussières.

Le brûlage à l'air libre est interdit, mais est toléré exceptionnellement pour l'élimination si nécessaire des pousses de la Renouée du Japon ou autre plante invasive le nécessitant.

CHAPITRE 3.2 ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les engins sont conformes à la réglementation. Leur entretien est régulier.

CHAPITRE 3.3 VOIES DE CIRCULATION

- Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses. Les voies de circulation sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.
- Un plan de circulation (interne et/ou externe) est régulièrement tenu à jour. Il prévoit notamment la limitation de la vitesse au sein et aux abords de la carrière.
- La carrière dispose de son propre accès depuis la route de Grosfy, lequel s'effectue via un portail en retrait d'au moins 20 m.
- Des panneaux sont implantés de façon à signaler la présence de la carrière et la sortie des camions.

CHAPITRE 3.4 PROPRETÉ DES ABORDS DU SITE

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.

A cet effet, un dispositif efficace de lavage de roues est mis en place à destination des véhicules sortant de la carrière.

En tant que de besoin, les voiries publiques sont nettoyées par passage d'une balayeuse dans toutes les zones impactées par l'activité de la carrière, et pas seulement aux abords immédiats de la carrière.

CHAPITRE 3.5 ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Il n'est autorisé aucun stockage de produits pulvérulents sur le site de la carrière.

La vitesse de circulation des engins est limitée à 15 km/h sur les pistes non protégées de la carrière.

Les pistes et le carreau de l'exploitation font l'objet d'un arrosage au moyen d'une citerne à eau tractée. Par ailleurs, les pistes sont entretenues en permanence afin d'éviter les nids de poule.

L'exploitant maintient en état le merlon et la haie au Sud du site, le long de la RD53, pour limiter l'envol de poussière.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Aucun prélèvement d'eau n'est prévu dans le cadre de l'exploitation.

CHAPITRE 4.2 PROTECTION DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES

Des consignes de sécurité sont rédigées et connues du personnel pour l'utilisation des engins sur le site et pour la mise en œuvre de mesures d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures.

En particulier :

- Les quantités de liquides et produits polluants en présence sur le site sont très faibles (absence de cuve à fioul) et sont stockées sur rétention.
- Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).
- La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination, sauf en cas de recyclage interne à l'installation.
- les engins sont ravitaillés en carburant en dehors du site ;
- les engins sont équipés de kit anti-pollution ;
- les engins à pneus, en dehors des heures d'activités, sont stationnés sur aire étanche ;
- aucun engin n'est stationné sur le site en dehors des périodes d'activité autorisée.

En cas d'accidents pouvant provoquer une pollution du sol ou du sous-sol, des mesures de dépollution sont prises. L'inspection des installations classées est par ailleurs avertie dans les meilleurs délais.

Si des fossés devaient être temporairement supprimés du fait de l'exploitation de la carrière, les voies d'écoulements superficiels initiales seraient restaurées en fin d'exploitation.

CHAPITRE 4.3 EAUX DE RUISSELLEMENT

Les eaux de ruissellement collectées sur le site sont infiltrées dans des zones adaptées à l'intérieur du site. En particulier, la zone d'extraction est aménagée en pente, avec un écoulement dirigé en direction du front de taille, afin de garder les eaux de ruissellement sur la carrière.

TITRE 5- DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de son installation pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 5.2 GESTION DES DÉCHETS

L'exploitation de la carrière ne génère pas de déchets. Les déchets issus de l'entretien des engins (huiles usagées, filtres, pneus, chiffons souillés, etc.) sont évacués vers des filières adaptées à l'issue des interventions opérées par les prestataires sur lesdits engins.

CHAPITRE 5.3 TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'installation est exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

6.1.1) AMÉNAGEMENTS

Le site n'exploite pas d'installations de traitement des matériaux.

L'exploitant entretient le merlon et la haie existante au Sud, le long de la RD53, pour limiter la propagation du bruit.

6.1.2) VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement.

1. La vitesse des engins est limitée et ne peut excéder **15 km/h** à l'intérieur de l'installation.

2. L'usage du klaxon est interdit sur le site et est rappelé dans une consigne, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

3. Les engins ou camions de l'exploitant équipés d'un avertisseur de recul sont équipés de système à « Cri du lynx ». Les avertisseurs de recul du type « bip » sont interdits, sauf cas de force majeure avec du matériel utilisé en dépannage.

6.1.3) APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

6.2.1) VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

6.2.2) NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement la valeur de 70 dB(A) pour la période diurne (pas d'exploitation nocturne) ;

6.2.3) CONTRÔLES DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant fait dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté, puis périodiquement **tous les 3 ans** et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Elles sont réalisées durant le fonctionnement du site : extraction, remblaiement, crible en fonctionnement, circulation des camions et/ou bande transporteuse en fonctionnement.

L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Les résultats de ces mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner l'installation et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la mise en exploitation jusqu'à la remise en état du site.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 DIRECTEUR TECHNIQUE – CONSIGNES – PRÉVENTION – FORMATION

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux ;
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

De manière générale, toute intervention d'entreprise extérieure sur le périmètre autorisé de la carrière doit être déclarée préalablement au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie et au directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Normandie.

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter rédige par ailleurs le document unique et les consignes. Il fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité et élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document unique, les consignes et les dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées seront assurées à l'ensemble du personnel.

Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations, sont tenus à la disposition de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie.

CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Les éventuelles installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

CHAPITRE 7.4 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

7.4.1) CONSIGNES EN CAS DE POLLUTION

L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

L'exploitant dispose si nécessaire de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

7.4.2) STATIONNEMENT ET RAVITAILLEMENT DES ENGINS

Les engins sont équipés de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures. Le personnel est formé à la manipulation de ces kits et des consignes sont données aux entreprises extérieures.

Tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement et toute fuite sur un engin entraînera son arrêt et sa mise en réparation immédiate. Cet entretien est réalisé en dehors de la zone d'exploitation, sur une aire dédiée formant rétention de la totalité des liquides susceptibles de fuir ou dispositif équivalent (aire mobile).

CHAPITRE 7.5 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

7.5.1) DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

Les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'accès aux différentes zones d'extraction pour les engins de secours doit être facilité notamment par la largeur des pistes et du portail d'accès.

7.5.2) ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

7.5.3) CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir de carburant ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable de l'installation, des services d'incendie et de secours (à prévenir « sans délai »), etc.

Sans préjudice des dispositions réglementaires appropriées relatives à la protection et à la santé des travailleurs, des protections individuelles (casques, etc.) adaptées aux risques présentés par l'installation doivent être utilisées sur le site. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

TITRE 8 - EXPLOITATION ET REMISE EN ÉTAT DE LA CARRIÈRE

CHAPITRE 8.1 AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES À L'EXPLOITATION

8.1.1) INFORMATION DU PUBLIC

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents :

- son identité ;
- la référence de l'autorisation ;
- l'objet des travaux ;
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

8.1.2) BORNAGE

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous points nécessaires pour la détermination du périmètre du site autorisé et du périmètre d'exploitation.

Une borne de nivellement clairement identifiable, permettant à tout moment d'apprécier le niveau du fond de fouille, doit également être posée et sa cote évaluée.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

8.1.3) AMÉNAGEMENTS PRÉALABLES

Avant le début de l'exploitation, des aménagements sont à prévoir afin de préparer le chantier :

- mettre en place une clôture sur tout le périmètre autorisé et des panneaux d'interdiction de pénétrer et de signalisation du danger répartis sur cette clôture, jusqu'à ce que le réaménagement du site ait fait l'objet d'une cessation d'activité et d'un récolement par l'inspection des installations classées ;
- mettre en place un portail, avec un recul d'au moins 20 m depuis la route de Grosfy, et avec un décaissement de la pente au Nord du portail (cf plan en annexe 2) afin d'améliorer la visibilité depuis la route de Grosfy. Les matériaux extraits à l'occasion de ce décaissement peuvent être exploités ;
- tenir entretenues les pistes d'accès ;
- mettre en place des signalisations aux abords de la carrière et sur les voies empruntées pour l'acheminement des matériaux sortant la carrière.

8.1.4) DÉFRICHEMENT

Le défrichement nécessaire à l'exploitation du site n'excède pas 1 000 m².

8.1.5) MESURES ÉCOLOGIQUES EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ

Afin d'éviter certains impacts sur la biodiversité, des mesures écologiques seront mises en œuvre :

Mesures d'évitement	E01	défrichement en amont du début de l'exploitation, entre le 1er novembre et le 28 février
	E02	exploitation de la carrière uniquement du 1er février au 31 mars, et du 16 août au 31 octobre
Mesures de réduction	R01	défrichement depuis le centre de la parcelle exploitée, par rayons successifs afin de repousser l'ensemble de la faune vers des zones refuges non défrichées. Maintien des résidus de coupe en tas sur place pendant 2 à 3 jours minimum
	R02	aucun éclairage nocturne sur la carrière afin de limiter les impacts sur les insectes nocturnes volants et les chiroptères
	R03	lutte contre les espèces exotiques envahissantes (Buddleia de David) par arrachage manuel, ou fauchage après floraison et avant fructification, associé à une gestion adaptée des déchets

Mesures d'accompagnement et de suivi	S01	suivis écologiques des habitats et des espèces à enjeux, aux années N, N+1, N+2, et à la fin de l'exploitation
--------------------------------------	-----	--

L'exploitant dépose les données brutes de biodiversité présentes dans les études de suivis écologiques qu'il réalisera sur la plateforme nationale DEPOBIO.

8.1.6) MESURE DE SURVEILLANCE ET D'ÉRADICATION DE TOUTE ESPÈCE EXOTIQUE ENVAHISSANTE

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement et à limiter les impacts de son exploitation, l'exploitant met en place une mesure de surveillance et d'éradication de toute espèce exotique envahissante, notamment le Buddléia de David, qui s'exprimerait suite à l'apport des matériaux extérieurs inertes (via notamment l'arrachage spécifique pour lutter contre leur éventuelle dissémination).

CHAPITRE 8.2 SÉCURITÉ

8.2.1) ACCÈS A LA CARRIÈRE ET CIRCULATION

L'accès à la carrière se fait par la route de Grosfy, depuis les RD22 ou RD53.

La circulation interne figure sur un plan de circulation affiché dans l'enceinte de la carrière. La vitesse est limitée à 15 km/h sur le site.

Les véhicules ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers. Les véhicules sortant de la carrière ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Le lavage des roues des véhicules en sortie du site est réalisé en tant que de besoin, de même que le nettoyage régulier des voiries publiques à l'aide d'une balayeuse, sur toutes les zones impactées par la carrière.

L'arrêt des véhicules sur la voie publique (pour attente, bâchage ou débâchage notamment) est interdit.

Par ailleurs, toute disposition est prise afin de rendre possible l'accès des engins de secours à partir de la voie publique.

La contribution de l'exploitant à l'entretien et à la remise en état des voiries est régie conformément à l'article L.131-8 du Code de la Voirie Routière.

8.2.2) INTERDICTION D'ACCÈS

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est limité et contrôlé. En dehors des heures ouvrées, les accès sont matériellement interdits.

Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation et avant que celui-ci ait fait l'objet d'une cessation d'activité et d'un récolement par l'inspection des installations classées.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. De façon à ce qu'aucune personne étrangère à l'exploitation de la carrière ne puisse pénétrer et à éviter tout dépôt intempestif, une clôture solide et efficace est mise en place le long du périmètre autorisé. Cette clôture est complétée par l'implantation d'un portail dédié à l'accès de la carrière et par l'apposition de panneaux reprenant l'interdiction de pénétrer.

Enfin, des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé.

CHAPITRE 8.3 EXPLOITATION

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont gérées de manière à limiter l'impact paysager et sur les milieux tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

8.3.1) FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE

Article 8.3.1.1. Horaires de fonctionnement

L'exploitation de la carrière s'effectue de 8h à 12h, et de 14h à 18h, du lundi au vendredi. Aucune activité n'est autorisée la nuit, le week-end et les jours fériés.

Article 8.3.1.2. Distances limites

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de dix mètres des limites du périmètre d'autorisation. Cette bande des dix mètres ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

L'exploitation n'est pas autorisée sous la cote +95 mNGF.

8.3.2) PHASE DE DÉCOUVERTE

Les travaux de découverte sont réalisés de façon progressive et coordonnée à l'avancement de l'extraction (campagnes ou phases successives au fur-et-à-mesure de l'avancement des phasages de l'exploitation).

Les inertes de découverte sont notamment utilisés pour constituer les merlons autour de la zone d'exploitation, de sorte à ne pas créer de risque d'éboulement vers l'extérieur du site. La terre végétale est, si possible, utilisée pour recouvrir en couche fine (50 cm maxi) la surface des merlons, de manière à lui garder ses propriétés de terre végétale.

Le reste est stocké de manière provisoire en périphérie de la zone d'exploitation, jusqu'à la remise en état. Ce stockage ne doit pas présenter de risque d'effondrement d'une verse, et ne doit pas être source de nuisances. L'exploitant propose des solutions le cas échéant afin de les limiter (limitation de la hauteur des tas notamment).

8.3.3) PHASE D'EXTRACTION

Article 8.3.3.1. Méthode d'extraction

L'extraction du gisement se fait à ciel ouvert, à l'aide d'une pelle mécanique.
L'extraction est menée par campagne avec un seul engin de chantier.

Les fronts d'exploitation sont constitués de paliers de 15 m au maximum, avec une pente maximale de 60 degrés pour prévenir tout risque d'éboulement.

L'accès au gisement se fait depuis le bas du front, ou par le haut, via les chemins d'accès latéraux prévus à cet effet.

Article 8.3.3.2. Phasage d'exploitation

L'extraction est réalisée en une seule phase de 5 ans maximum, par campagnes annuelles.

Les premiers matériaux exploités sont ceux extraits de la zone nécessaire à l'aménagement du portail (cf article 8.1.3).

8.3.4) TRAITEMENT ET ÉVACUATION DES MATÉRIAUX

Aucun traitement des matériaux n'est réalisé sur site.

Le transport des matériaux à destination des clients se fait par voie routière.

Les bennes sont chargées dès l'extraction réalisée.

CHAPITRE 8.4 REMISE EN ÉTAT DE LA CARRIÈRE

8.4.1) PLANS

L'exploitant est tenu de réaménager le site affecté par son activité, conformément au dossier de demande d'autorisation environnementale.

8.4.2) PRÉSENTATION DE LA REMISE EN ÉTAT

Les travaux de remise en état sont réalisés à l'issue de la phase d'extraction autorisée et, dans tous les cas, avant la date de fin de validité du présent arrêté préfectoral.

Le réaménagement consiste aux aménagements écologiques et hydrauliques suivants :

- le remblaiement par les matériaux de découvertes stockés sur site durant l'exploitation ;
- le reboisement par des espèces déjà présentes sur le site, essentiellement du Hêtre, avec des individus d'au moins 2 ans.

CHAPITRE 8.5 PLANS

Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation, tenu à disposition de l'inspection des installations classées, est établi et **mis à jour tous les ans**, sur lequel sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation) ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :

- les zones en cours de défrichement, de décapage et d'exploitation ;
- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué ;
- les zones exploitées en cours de réaménagement ;
- les futures zones à exploiter.

TITRE 9 - ANNEXES

Annexe 1 : Plan de situation

Annexe 2 : Périmètre autorisé et périmètre d'exploitation de la carrière

Annexe 1 : Plan de situation

